

CONFLICT SCAN

Environnement protecteur pour les enfants et les jeunes affectés par la crise dans la Province du Bam au Burkina Faso »

Régions : Nord, Sahel, Centre-Nord, Est et Boucle du Mouhoun

Mars 2021

Lawali Garba
Country Manager Burkina Faso
Search for Common Ground
lsahirou@sfcg.org
Ouagadougou, Burkina Faso

Tables des matières

Tables des matières 2
Liste des acronymes 3
Résumé exécutif 4
1. Contexte 6
2. A propos du conflict scan 6
3. Résultats 7
3.1. Perception sur la situation sécuritaire 7
3.2. Dynamiques des conflits 8
3..1.1. Les ressources naturelles au cœur des conflits 8
3.1.2. Les aides humanitaires à l'origine des tensions communautaires 10
3.1.3. Tensions religieuses et instrumentalisations communautaires 10
3.3. Conséquences des conflits 11
3.3.1. Impact sur l'éducation et la protection des enfants 12
3.3.2. Impact sur les femmes 12
3.2.3. Impact sur les jeunes 13
3.4. Mécanisme de gestion et traitement des conflits 13
3.4.1. Acteurs et institutions clés 14
3.4.2. Activités renforçant la cohésion sociale 14
4. Recommandations 14

Liste des acronymes

CCFV		**Commission de Conciliation Foncière Villageoise**
CH	**:**	**Communauté Hôte**
EV	**:**	**Extrémisme Violent**
FGD	**:**	**Focus Group Discussion**
ILT	**:**	**Equipe d'apprentissage institutionnel**
KII	**:**	**Key Informant Interviews**
OCHA	**:**	**Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires**
ONG	**:**	**Organisation Non Gouvernementale**
OSC	**:**	**Organisation de la Société Civile**
PDI	**:**	**Personnes Déplacées Internes**
SFCG	**:**	**Search For Common Ground**
UNFPA	**:**	**Fonds des Nations Unies pour la Population**
VDP	**:**	**Volontaires pour la Défense de la Patrie**

Résumé exécutif

Search for Common Ground met un œuvre en partenariat avec Plan International Burkina le projet « environnement protecteur pour les enfants et les jeunes affectés par la crise dans la province du Bam au Burkina Faso ». Un projet d'une durée de deux ans dont l'objectif global est d'**améliorer la protection et la résilience des populations déplacées internes et des communautés hôtes au Burkina Faso**".

Cinq (05) des treize régions du Burkina Faso sont confrontées à des problèmes de sécurité complexes et à de fortes vulnérabilités économiques et sociales depuis fin 2016. Le Nord, le Sahel, le Centre-Nord, l'Est et la Boucle du Mouhoun sont les régions du pays dans lesquelles la situation sécuritaire s'est considérablement détériorée depuis fin 2016. Ces régions ont dû faire face à de nombreuses attaques de groupes armés non identifiés ainsi qu'à des groupes extrémistes violents. Cette dégradation de la situation sécuritaire est actuellement à l'origine de l'arrivée de nombreux déplacés internes dans la région du Centre-Nord. Cette région subit les conséquences sur ses services de base, sur l'accès aux ressources et dans le délitement de la cohésion sociale.

Dans le cadre de ce projet, un conflict scan au niveau des huit (8) localités dans les communes de Kongoussi et Bourzanga a été réalisé, touchant **189 personnes parmi les communautés hôtes et personnes déplacées, dont 59% d'hommes et 41% de femmes.**

Actuellement, la grande majorité des enquêtés affirme que la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée ces derniers mois dans la région. Cette amélioration a été possible grâce au renforcement des dispositifs de défense et de sécurité présents dans les différentes localités ; la mise à contribution des autorités coutumières et religieuses par les autorités administratives dans la lutte contre les prêches radicaux et l'extrémisme violent et aussi grâce à l'adoption des initiatives locales de sécurité. Cependant la crise a induit à des déplacements internes pour fuir la violence ciblant leurs communautés impactant sur la cohésion sociale entre les communautés hôtes et les personnes déplacées.

Les ressources naturelles au cœur des conflits entre les communautés hôtes et les personnes déplacées, dans un contexte où le changement climatique et autres facteurs connexes représentent déjà un facteur de diminution des ressources disponibles. L'accès aux points d'eau, l'accès à la terre dessinent les manifestations de conflits évidentes entre les communautés.

Les aides humanitaires à l'origine des tensions communautaires, selon lesquelles les procédures utilisées par les acteurs humanitaires ne sont pas claires et transparentes, créant davantage la division entre les communautés.

Les tensions religieuses et instrumentalisations communautaires, où (1) la conflictualité religieuse, partagé entre une religion musulmane et chrétienne crée des lignes de division inter et intracommunautaires, (2) l'interaction entre Peulhs et Mossi constitue la source des conflits violents, sur base d'une méfiance et aux accusations mutuelles concernant la dégradation de la situation sécuritaire, et enfin (3) la perception que la dégradation de la situation sécuritaire sont orchestrés par des jeunes favorisés davantage parl'arrivée des déplacés.

Les différents conflits engendrent une forte dégradation de la cohésion sociale dans les différentes localités ciblées.

Les jeunes perçus comme auteur de la dégradation sécuritaire, lesquels sont perçus comme étant moins résilients aux mobilisations des groupes armés, car n'ayant pas de source de revenu.

Pour la majorité des membres de la communauté hôte interviewés, les actes de banditisme sont associés à l'arrivée des déplacés qui ne fera qu'empirer la situation.

Les groupes les plus vulnérables face à ces conflits sont les enfants, lesquels sont victimes de traumatisme, auquel vient s'ajouter, selon les communautés interviewées, une forte déscolarisation, favorisant aussi les risques de protection pouvant avoir un effet corollaire d'enrôlement dans les groupes armés une fois l'adolescence atteinte.

La concentration des PDIs dans les écoles et dans les camps temporaires exposent **les femmes et filles aux risques de viol, les agressions sexuelles**, les violences domestiques et conjugales. A noter que la majorité des PDI sont des femmes et des enfants.

La communauté a fait mention de l'existence de plusieurs acteurs jouant un rôle essentiel dans le maintien de la cohésion sociale entre les communautés, ils sont unanimes que les interventions conjointes de tous ces acteurs apaisent les conflits dans les localités.

Suite à l'analyse des dynamiques de conflits, des recommandations sont adressées au consortium ainsi qu'à l'Etat et ses partenaires.

Pour le projet

- Utiliser les canaux de communication disponible au niveau locale pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale
- Impliquer toutes les couches sociales sans discrimination dans la mise en œuvre des activités
- Tenir compte des valeurs socioculturelles de chaque localité dans la mise en oeuvre des activités
- Organiser des cadres de concertation entre les autorités et les populations pour promouvoir la protection de l'enfance.

Pour les autorités administratives et locales

- Organiser des cadres d'échange, des campagnes de sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale au profit de la population pour la restauration d'un environnement propice à l'épanouissement des enfants.
- Mettre l'accent sur la protection des enfants
- Éviter les discriminations entre communautés hôtes et déplacées dans toute intervention publique
- Redynamiser les structures locales de gestion des conflits
- Former les FDS et les VDP en matière de protection des enfants
- Mettre en place et/ou redynamiser les CCFV
- Renforcer les capacités des tribunaux départementaux

1. Contexte

Le Burkina auparavant considéré comme un havre de paix fait désormais face à une instabilité sécuritaire. Cinq (05) de ses treize régions sont confrontées à des problèmes de sécurité complexes et à de fortes vulnérabilités économiques et sociales. Le Nord, le Sahel, le Centre-Nord, l'Est et la Boucle du Mouhoun sont les régions du pays dans lesquelles la situation sécuritaire s'est considérablement détériorée depuis fin 2016. Ces régions ont dû faire face à de nombreuses attaques de groupes armés non identifiés ainsi qu'à des groupes extrémistes violents.
La dégradation de la situation sécuritaire est actuellement à l'origine de l'arrivée de déplacés internes dans ces régions. A la date du 28 Février 2021, la mise à jour de la situation humanitaire faite par l'OCHA révèle que le nombre de personnes déplacées internes (PDI) est passé de 1 097 462 à 1 121 960 entre le 31 Janvier 2021 et le 28 Février 2021, soit une augmentation de 2,23% en un mois. Les régions du Sahel et du Centre-Nord restent les zones les plus touchées.
Ces différentes régions subissent les conséquences sur leurs services de base, sur l'accès aux ressources et dans le délitement de la cohésion sociale. La réalisation du Conflict Scan vise ainsi à faire un diagnostic de la situation des conflits et identifier les opportunités de collaboration.
Au regard de cette situation particulièrement critique, Plan International propose de contribuer à l'amélioration de la protection, de l'éducation, de la résilience et de la cohésion sociale pour les enfants et les jeunes de 3 à 24 ans affectés par les conflits dans les communes de Bourzanga et Kongoussi dans la province du BAM.

2. A propos du conflict scan

Search met en œuvre en partenariat avec Plan International Burkina le projet « environnement protecteur pour les enfants et les jeunes affectés par la crise dans la province du Bam au Burkina Faso ». Un projet d'une durée de deux ans dont l'objectif global est d'**améliorer la protection et la résilience des populations déplacées internes et des communautés hôtes au Burkina Faso**".

Dans le cadre de ce projet, Search a réalisé ce conflict scan au niveau de ses zones d'interventions, à savoir les communes de Kongoussi et de Bourzanga, afin de mieux comprendre la nature et les dynamiques de changement des conflits locaux qui constituent un obstacle à la cohésion sociale entre les différentes couches sociales (les déplacés internes et les communautés hôtes) et les mécanismes contribuant à la paix et à la protection des communautés.
Les objectifs du conflict scan sont dans un **premier temps** de :

1. Comprendre les dynamiques des conflits qui entravent les relations entre les communautés hôtes et déplacées ainsi que leurs impacts sur l'épanouissement des enfants ;
2. Analyser la dynamique des conflits liés à l'éducation et la protection des enfants ;
3. Comprendre les obstacles à la cohésion sociale entre les populations locales notamment entre hôtes et déplacés ;
4. Identifier les risques que représentent les conflits pour les relations intercommunautaires ;
5. Identifier les facteurs (négatifs et positifs) dans les conflits identifiés.

Puis dans un **second temps** :

6. Fournir aux acteurs intervenant dans la zone ainsi qu'aux communautés des informations concernant les conflits et tensions constituant un obstacle à la cohésion sociale ;
7. Fournir des recommandations claires sur une approche sensible aux conflits pour les acteurs œuvrant dans les zones d'intervention.

Le Conflict Scan a utilisé une approche qualitative à travers des Focus Group Discussion (FGD), et des entretiens individuels clés dans la commune : de Kongoussi (Secteur 1) et trois villages environnants (Kora, Darigma, Nakindougou) - commune de Bourzanga (Secteur 1) et trois villages environnants (Alga, Boulounga, Namissiguia). **Ce Conflict Scan a touché 189 personnes parmi les communautés hôtes et personnes déplacées, dont 59% d'hommes et 41% de femmes.**
La cartographie qui a été réalisée antérieurement et qui avait pour objectif d'identifier les acteurs locaux engagés dans la construction de la paix et les mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits existants au sein des communautés ciblées ainsi que les zones d'intervention du projet a démontré que **(1)** ces zones présentent des tensions, préjugés et des conflits intercommunautaires existants et **(2)** il y a un manque de compréhension sur les relations et tensions qui existent et qui ont le potentiel de se dégrader rapidement. Les données recueillies lors de cette étude ont donc permis de connaître et comprendre les tensions et les conflits présents et d'informer les acteurs nationaux et internationaux présents.

Limites du Conflict Scan

Ce conflict scan a rencontré certaines limites dans sa mise en œuvre. Il s'agit des points suivants :

- La situation sécuritaire très instable de Namissiguia était de nature à limiter la mobilité des enquêteurs et superviseurs. L'étude s'est donc faite dans une certaine discrétion. Cette situation est la raison pour laquelle la cible n'a pu être atteinte.
- Un aspect qui nous a été possible de constater est le refus catégorique des Forces de Défense et de Sécurité de participer aux différents entretiens. Il ne nous était malheureusement pas possible d'interroger les FDS, affirmant n'avoir reçu aucune autorisation de leur supérieur hiérarchique depuis Ouagadougou pour participer à ces entretiens. Plusieurs de nos enquêteurs les ayant approchés lors de la collecte des données se sont donc heurtés à leurs oppositions.

3. Résultats

La majorité des participants à cette étude issue de la communauté ont affirmé de l'existence des conflits entre les communautés hôtes et les personnes déplacés, lesquels sont d'autant plus aggravé par la situation sécuritaire des régions, et des problèmes de légitimité institutionnelles où les leaders et les autorités sont accusés être à l'origine des divisions communautaires vu leur faible impartialité et de neutralité dans la sélection des bénéficiaires des aides humanitaires entre les membres de la communauté.

3.1. Perception sur la situation sécuritaire

La crise sécuritaire a induit à plusieurs incidents et opérations militaires, laquelle a provoqué plusieurs centaines de morts civils et des déplacements internes pour fuir la violence ciblant leurs communautés. Une psychose s'est installée au sein de la population pensant suite aux incursions des groupes armées. Autrement dit, la dégradation de cette situation sécuritaire est, selon les personnes enquêtées, à l'origine de leur délocalisation. Actuellement, la grande majorité des enquêtés affirme que la situation sécuritaire s'est beaucoup améliorée ces derniers mois dans la région. Cette amélioration a été possible grâce au renforcement des dispositifs de défense et de sécurité présents dans les différentes localités ; la mise à contribution des autorités coutumières et religieuses par les autorités administratives dans la lutte contre

les prêches radicaux et l'extrémisme violent et aussi grâce à l'adoption des initiatives locales de sécurité (Koglwéogo).
Différents faits justifient cet avis :

- La présence de patrouilles régulières des agents de sécurité dans les localités ;
- Une bonne collaboration entre VDP et FDS ;
- La libre circulation des populations et de certaines compagnies de transport dans les localités
- Retour de certains PDIs dans leurs localités d'origine.

Bien que la paix sociale se soit améliorée, les populations craignent l'éclatement de nouvelles tensions.

3.2. Dynamiques des conflits

L'étude a permis de mettre en évidence huit (08) conflits présentant plus de risques de dégradation de la cohésion sociale et du contexte en général. Il s'agit des **(1) conflits autour des points d'eau, (2) conflits fonciers, (3) tensions liées aux distributions des vivres par les organisations humanitaires, (4) conflits interethniques, (5) conflits inter-religieux, (6) conflits entre agriculteurs et éleveurs, (7) tensions liées à la délinquance et au vol à mains armées et (8) tensions liées aux différentes rivalités masculines**.

3..1.1. Les ressources naturelles au cœur des conflits

Le Burkina Faso fait face à un amenuisement progressif de ses ressources naturelles. Enclavé et sahélien, l'accès à l'eau est difficile dans la majeure partie du pays. La terre subit une forte pression due à aux facteurs climatiques et à l'action anthropique aggravée par une croissance démographique très peu régulée. Ces ressources sont donc naturellement une source importante de conflits en milieu rural, provoquant par exemple des conflits entre les femmes autour des points d'eau, des conflits fonciers et des conflits entre agriculteurs et éleveurs. ***Un leader communautaire de Kongoussi affirme*** *« Beaucoup des choses ont changé ici à Kongoussi dans notre vie quotidienne, nous souffrons tout simplement de l'insuffisance d'eau et de terre, les conflits sont en constante augmentation »*.
L'absence d'aménagements agro-pastoraux dans certaines zones, leur faible développent ou leur état détérioré dans d'autres sont des facteurs supplémentaires de conflictualité car la situation de compétition pour les ressources qui en découle favorise l'empiètement mutuel des agriculteurs et des éleveurs sur les ressources naturelles et le foncier.

- *Conflits entre femmes autour des points d'eau*

Les conflits autour des points d'eau sont considérés dans les huit localités ciblées par cette étude comme étant un facteur très important de déstabilisation de la cohésion sociale et de la paix. Les répondants aux différents entretiens affirment que la pression démographique dans cette région du Centre-Nord et les conditions climatiques peu favorables qui s'imposent au pays rendent plus complexe l'accès et la gestion des points d'eau par les communautés. Les données des entretiens et groupes de discussion révèlent que la quantité d'eau disponible demeure globalement insuffisante pour couvrir les besoins de la population. De nombreuses querelles ou disputes dues au non-respect de l'ordre de passage et règles informelles de gestion de ces points d'eau. Les groupes qui prennent part à ce conflit sont généralement les femmes et les éleveurs. ***Une femme de la communauté Hôte de Nakindougou, localité de la commune de Kongoussi affirme*** : *« Tu peux faire le long rang pour pouvoir avoir l'eau et certains viennent et veulent puiser l'eau avant toi et ça crée des disputes »*. Ces tensions autour des points d'eau impliquent les jeunes filles et les femmes ou entre les femmes PDI et les femmes des communautés

hôtes. La faible disponibilité des points d'eau est aussi souvent source de conflits entre les éleveurs qui souhaitent abreuver leurs bétails au forage et les membres des communautés résidentes par manque des points d'eau pastoraux. ***Un jeune PDI de la commune de Bourzanga témoigne : «*** *Nous ne pouvons plus abreuver nos animaux, la communauté hôte dit que l'eau est déjà insuffisante pour la population et nous voulons donner aux animaux, notre bétail a également besoin d'eau* **».** Ces conflits ont eu le plus d'impact au cours de ces trois derniers mois dans les différentes localités, occasionnant des altercations violentes entre femmes, la dislocation des groupements féminins et associations féminines, le manque de solidarité dans la communauté.

- *Conflits fonciers*

Selon le SP/CONASUR, la poussée démographique due à l'arrivée de nombreuses PDI crée dans le Centre-Nord une pression sur les terres disponibles et crée des conflits intercommunautaires. Ce type de conflit découle de la faible délimitation des parcelles de terrain dans la communauté. Cela est très mal perçu par certains agriculteurs qui ont régulièrement l'impression que d'autres empiètent sur leurs champs. Un autre problème majeur au niveau foncier est l'incompréhension sur l'appropriation de la terre. Les répondants ont affirmé lors des KII et FGD, que traditionnellement, la terre est contrôlée par les « chefs de terres » et les autochtones, qui peuvent la prêter aux déplacées. Dans la coutume, la terre distribuée n'est que prêtée, et reste la propriété des autochtones. De nombreuses tensions très récentes et fréquentes ont occasionné des éclats de violence dans les localités due à l'occupation des terres par les PDI, qui selon les CH est une occupation ''anarchique'' de leurs terres. ***Un jeune de la localité de Darigma témoigne «*** *Les PDI réclament les terres de leur arrière grand parents ce qui est difficile puisqu'aucun d'eux n'est vivant et le fait de voir nos parents sur ces terres jusqu'à leur mort nous amène à croire que ces terres nous appartiennent, nous ne sommes pas d'accord* **»**. Ces conflits fonciers sont exacerbés par l'absence des institutions de sécurisation foncière, notamment les Commissions de conciliations foncières villageoises (CCFV) et les Commission foncières villageoise (CFV), prévues par la loi 034-2009/AN portant régime foncier rural au Burkina Faso.

- *Conflits agriculteurs-éleveurs*

Les 8 localités ciblées pour conduire ce Conflict Scan sont dans leurs ensembles à vocation agropastorale, les populations dépendent de l'agriculture et de l'élevage pour combler les besoins en consommation alimentaire. Les répondants ont évoqué les conflits entre agriculteurs et éleveurs comme ayant un impact sur la cohésion sociale entre les communautés, ils affirment que ces conflits sont fréquents entre les propriétaires des troupeaux de bétail et les agriculteurs de la zone.
Par ailleurs, ces conflits entre agriculteurs et éleveurs sont ceux prenant parfois une dimension ethnique, opposant généralement des éleveurs Peulhs qui font majoritairement partis du groupe des PDI, et dont l'élevage est l'activité principale. Ces conflits sont souvent déclenchés par la destruction de champs par des animaux. ***Un représentant de la communauté hôte de Darigma affirme : «*** *À Darigma, après la saison des pluies, nous sommes chaque fois en conflit avec les éleveurs, qui pénètrent sur nos terres cultivées pour nourrir leurs animaux ; les problèmes surviennent souvent la nuit, lorsque leurs animaux s'éloignent pour paître alors que les agriculteurs dorment* **».** Les agriculteurs et les éleveurs se rejettent la faute, les uns accusant les éleveurs de ne pas attacher de valeur aux biens d'autrui et de préférer prendre le risque de laisser leurs animaux détruire les champs au risque de devoir payer une amende ; les autres se plaignant que les voies de transhumance sont trop étroites, et que les agriculteurs occupent celles-ci. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont du ressort des tribunaux départementaux (TD) présidés par les Préfets de département. Il est donc nécessaire d'outiller les TD pour une prise charge apaiser des conflits agriculteurs éleveurs.

3.1.2. Les aides humanitaires à l'origine des tensions communautaires

La dégradation de la situation sécuritaire dans les localités visées par ce conflict scan a affaibli le pouvoir d'achat et la capacité des communautés à faire face quotidiennement aux besoins fondamentaux des ménages tels que l'approvisionnement en nourriture et l'accès au service sociaux de base. Ces derniers dépendent en grande partie des acteurs humanitaires pour bénéficier de l'aide nécessaire pour la survie des membres de chaque communauté. Bien que ces acteurs (étatiques et humanitaires) aient été cités comme faisant partie des principaux acteurs dans le maintien de la paix et de la cohésion sociale de par leur engagement et l'assistance dont ils apportent à la communauté, les répondants ont déclaré que par moment, leur manque d'impartialité et de neutralité constitue une source de tension entre les membres de la communauté.

Selon certains répondants, les procédures utilisées par les acteurs humanitaires ne sont pas claires ou parfois mal comprises et cela crée la confusion et la méfiance chez la population.

Les principaux acteurs impliqués dans ces tensions sont les membres des communautés hôtes, la frustration s'accroît et les risques de révolte et de conflit violent avec les autorités locales et acteurs humanitaires sont élevés. De plus, le sentiment d'être désavantagé crée la mésentente entre eux et les personnes déplacées. Bien que les autorités et les acteurs humanitaires soient des acteurs essentiels dans le maintien de la paix, la cohésion sociale et la protection de la population, le constat des répondants est que le manque de clarté et de transparence dans leurs décisions peut être la source de conflit.

Un jeune leader déplacé de Kongoussi affirme que *« des acteurs tels que les ONG et les autorités jouent un rôle positif dans la résolution des conflits existants ».* Toutefois il poursuit en mentionnant *que parfois « les ONG créent des tensions autour de la question liée à l'aide humanitaire notamment en ciblant les même personnes chaque fois ».*

3.1.3. Tensions religieuses et instrumentalisations communautaires

- *Les conflits inter-religieux*

La conflictualité religieuse dans les pays, partagé entre une religion musulmane et chrétienne sur des lignes de division inter et intracommunautaires. Les enquêtés déplorent le non-respect des croyances religieuses d'autrui. Le fait d'attaquer la foi ou les croyances d'une autre personne a été invariablement cité à plusieurs reprises comme source de conflits. Les groupes prenant part à ces conflits religieux sont les musulmans, les chrétiens et les animistes (coutumiers). La collaboration entre ces groupes religieux est très peu développée. Un leader communautaire de Bourzanga témoigne : « *Souvent des religions véhiculent des fausses informations (lavage de cerveau si je peux le dire) qui nuisent à la cohésion sociale, le refus d'accepter l'autre selon ce qu'il est* ». L'intolérance et l'inaptitude à accepter l'autre tel qu'il est créé de nombreuses divisions dans ces localités.

- *Les conflits sur base identitaire*

La situation sécuritaire dans les localités visées par ce Conflict Scan a entraîné d'importantes mutations dans les relations intercommunautaires qui étaient stables par le passé. Plusieurs répondants sont allés en profondeur sur le sujet des conflits ethniques. Certains parmi les répondants issus des différentes communautés (déplacés et hôtes) ont mentionné que des divisions d'ordre ethniques existent au sein de la population. L'interaction entre deux ethnies particulières constitue la source des conflits violents, il s'agit des tensions entre les Peulhs et les Mossis. Ils sont les deux principaux acteurs dans les conflits ethniques des localités ciblées. Ils ont affirmé que la cohabitation entre les peuls et les mossi en général

est sujette à la méfiance et aux accusations mutuelles concernant la dégradation de la situation sécuritaire. **Un responsable des jeunes des communautés hôtes de Alga affirme** :**«** *Nous n'avons pas de problème avec les Peulhs mais leur présence dans notre communauté nous expose à des attaques et des tueries qui peuvent augmenter l'insécurité* ». Tout cela affecte les relations interindividuelles, intercommunautaires et impacte négativement sur la coexistence pacifique.

- *Les tensions au sein des ménages*

Les tensions au sein des ménages sont principalement liées aux différentes rivalités masculines, entre hommes PDI et CH. Les hommes s'accusent mutuellement de courtiser la femme ou la copine d'autrui. Selon eux, ces différents actes sont posés en vue de ternir leur image et de bafouer leur dignité, d'où la volonté de se venger dans la violence par un acte effaçant la honte qui pourrait entacher leur réputation. Tout ceci entraîne des fortes tensions au sein des ménages et les jeunes filles et les femmes sont les plus touchées. ***Un jeune de Kongoussi affirme*** *: « ce sont des rancunes répétées, nous en avons marre, les PDI viennent et passent leur temps à courtiser nos femmes, ils les harcèlent ».*
Les enquêtés dénoncent également une augmentation significative d'enlèvement de leurs filles ou épouses tout en s'accusant mutuellement. Le harcèlement, les agressions sexuelles, sont décrits comme des risques majeurs par toutes les femmes interrogées. Ces violences physiques et psychologiques affectent considérablement les jeunes filles et les femmes. Tout cela fait naître la haine, des séparations, des tensions conjugales entraînant fréquemment des actes de violences entre les hommes et les jeunes.

- *Les tensions liées à la délinquance et aux vols à mains armées*

Les tensions liées à la délinquance et au vol à main armé sont des phénomènes qui affectent doublement les jeunes, car les répondants estiment qu'ils en sont à la fois victimes et auteurs. La grande majorité des jeunes se retrouvent au chômage. Cette situation de manque d'emploi les expose à la délinquance et au banditisme sous forme de vol à main armé. Les répondants affirment que ces agressions sont dues à la dégradation de la situation sécuritaire dans la région et aussi que la plupart des vols à mains armés dans la ville et aux alentours, sont orchestrés par des jeunes résidents dans les localités. **Une femme de la communauté hôte de Namissiguia affirme:** *« à Namissiguia c'est la panique, nous souffrons déjà à cause de la situation sécuritaire, mais il y'a quotidiennement des délinquants qui passent leurs temps à nous voler, à nous agresser ».*
Encore selon eux, la mauvaise influence des groupes armés dans la zone est la cause de la perte progressive de toutes les valeurs morales, car par le passé, les crimes, les vols, les viols, la circulation d'armes et les agressions sont des choses qui n'existaient pas dans leurs communautés. Pour la majorité des membres de la communauté hôte, les actes de banditisme sont associés à l'arrivée des déplacés qui ne fera qu'empirer la situation. Selon les répondants, plusieurs personnes ont été victimes d'agression dans les localités et aux alentours, cette situation laisse toujours des victimes gravement blessées et parfois il y a des morts. Ces tensions affectent considérablement la cohésion sociale, qui est déjà affaiblie à cause de l'insécurité persistante due aux attaques de groupes armés.

3.3. Conséquences des conflits

Les différents conflits identifiés lors de cette étude ont de lourdes conséquences pour les populations. Ils engendrent une forte dégradation de la cohésion sociale dans les différentes localités ciblées. Les groupes les plus vulnérables face à ces conflits sont les enfants, les femmes et les jeunes qui ressortent

particulièrement affectés par ce contexte conflictogène. Les différentes conséquences identifiées lors de cette recherche sur ces groupes vulnérables se situent à plusieurs niveaux.

3.3.1. Impact sur l'éducation et la protection des enfants

Les enfants peuvent être exposés à des situations différentes lors des conflits : déplacés avec leurs familles qui ont perdu leur maison et tous leurs biens ; séparés de leurs parents ; enrôlés par des groupes armés ; subir des violences sexuelles et physiques. Ces enfants sont également témoins d'homicide, de décès, de blessures infligées à eux-mêmes ou à leur famille pouvant leur causer des traumatismes psychologiques. Ils sont extrêmement vulnérables, en raison de leur âge et de leur dépendance aux adultes. Par ailleurs, la majorité de ces conflits ayant actuellement lieu dans ces localités où les enfants étaient déjà en situation de précarité, aggravent les risques auxquels ils sont déjà confrontés. ***Une femme de la localité de Boulounga affirme :*** *« A cause de tous ces conflits nos enfants n'auront pas une bonne éducation car nous sommes en train de les éduquer à la colère* ».
Le contexte sécuritaire a amené un grand nombre d'écoles à fermer, et les classes ouvertes en zones impactées par la crise sont débordées. Les répondants témoignent : *« La situation sécuritaire a entraîné la fuite des enseignants ; cela pousse nos enfants à fuir pour rejoindre les sites d'orpaillage* » *Cette* situation prive de nombreux enfants de scolarité, favorisant aussi les risques de protection. Les risques de recrutement d'élèves déscolarisés par les groupes armés restent réels.
De façon globale, ces différents conflits ont entraîné :

- La mauvaise éducation ;
- La déscolarisation des enfants ;
- La baisse du niveau des enfants ;
- Une haine grandissante entre enfant déplacés et enfant de la communauté hôte du fait des tensions déjà existantes entre ces deux groupes ;
- La délinquance juvénile ;
- L'enrôlement des enfants dans les groupes armés ;
- La migration des enfants vers les sites d'orpaillage, avec la commune de Kongoussi qui est une zone d'orpaillage.

3.3.2. Impact sur les femmes

Les femmes ont identifié plusieurs conflits liés à l'accès à l'eau, la sécurité, ainsi que les besoins en vivres, abris et l'éducation de leurs enfants. Par ailleurs, les femmes et les filles sont particulièrement exposées à la violence et à la dégradation des conditions de vie. Des harcèlements et des violences sexuelles ont été rapportés par les filles : « *La fréquentation des toilettes est très risquée la nuit, on entend souvent crier dans les tentes la nuit* » ***indique une femme déplacée de la localité de Boulounga***, faisant écho aux propos tenus par les autres femmes qui témoignent des violences dont elles sont témoins durant la nuit. Mentionnons que les PDIs dans les communes de Kongoussi et Bourzanga sont en majorité des femmes et filles dont des enfants.
Cette situation fait cas d'une augmentation des risques comme les mariages forcés et précoces ainsi que les exploitations et abus sexuels pour des raisons économiques dans ces localités. La concentration des PDIs dans les écoles et dans les camps temporaires exposent les femmes et filles aux risques de viol, les agressions sexuelles, les violences domestiques et conjugales.
Les différents conflits présents dans ces différentes localités évoqués par les répondants entravent considérablement la cohésion sociale et ont un impact négatif sur les femmes.

De façon plus spécifique, cette situation conflictuelle entraîne :

- La division des femmes au sein de la communauté entraînant une dislocation de certaines associations féminines ;
- Les mésententes entre femmes déplacées et femmes de la communauté hôte ;
- Le manque de collaboration féminine ;
- Les séparations de certaines familles ;
- Le manque de moyens financiers pour subvenir aux besoins fondamentaux (abris et nourriture) ;
- Le stress et les traumatismes psychologiques.

3.2.3. Impact sur les jeunes

L'impact des conflits sur les jeunes est particulièrement important car ces derniers sont particulièrement vulnérables à certains comportements négatifs. Ces conflits affectent considérablement la cohésion sociale, qui est déjà affaiblie à cause de l'insécurité. Les enquêtés trouvent que les jeunes prennent l'exemple des bandits armés en s'adonnant à des comportements violents qui augmentent la crainte des populations et l'insécurité dans les localités. ***Un représentant d'un leader communautaire de Kongoussi affirme :*** *« Nous remarquons de plus en plus des altercations violentes entre les jeunes qui utilisent très souvent des couteaux pendant leurs disputes, ils de blessent gravement et les policiers sont obligés d'intervenir* ».

La gravité de cette situation fait en sorte qu'aucune des communautés ne veut endosser la culpabilité, elles se rejettent mutuellement la faute et cela constitue une barrière à la cohésion sociale.

Ces différents conflits affectent négativement les jeunes de la manière suivante :

- La dislocation au sein des groupes de jeunes, plus de cadre de dialogue/échanges ;
- L'augmentation du chômage ;
- Le grand banditisme (drogue, prostitution, vol, délinquance) ;
- Le recul du développement économique de la communauté (perte des bras valides) ;
- L'insécurité accrue ;
- La méfiance et préjugés ;
- L'alliance avec les groupes armés ;

Ces différents phénomènes négatifs amènent la division entre ces communautés et réduit le niveau d'interaction positive qui pourrait apaiser la situation.

3.4. Mécanisme de gestion et traitement des conflits

Les conflits et tensions évoqués par les enquêtés durant ce conflict scan sont des facteurs négatifs au maintien de la paix et de la cohésion sociale. Les populations de ces différentes localités ont trouvé la nécessité de disposer de mécanismes pour gérer et traiter les conflits existants.

Les enquêtés ont mentionné que des acteurs existent au niveau des localités qui de par leurs activités contribuent au maintien de la paix et l'apaisement des conflits aggravant la situation sécuritaire. Il existe donc des mécanismes de gestion de ces conflits à différents niveaux au sein des localités. En matière de gestion des conflits, les populations privilégient les mécanismes comme la médiation, la résolution à l'amiable et le dialogue.

3.4.1. Acteurs et institutions clés

Les enquêtés ont mentionné plusieurs acteurs jouant un rôle essentiel dans le maintien de la cohésion sociale entre les communautés, ils sont unanimes que les interventions conjointes de tous ces acteurs apaisent les conflits dans les localités. La grande majorité des répondants ont identifié les anciens (le conseil des vieux sages et le chef des forgerons, qui sont des médiateurs par excellence), les leaders religieux, les autorités administratives (maire, préfet, CVD, l'Action sociale) et les associations (Comités non formels et associations PDI-CH). Ils ont également mentionné que certaines Organisations Non Gouvernementales et institutions internationales jouent un rôle important de relais entre les autres acteurs et la communauté, ils partagent également toutes les informations utiles à savoir pour la cohésion sociale entre les communautés. Il s'agit entre autres de l'UNFPA et ACTED.

3.4.2. Activités renforçant la cohésion sociale

Plusieurs activités menées par les acteurs de paix contribuent au rapprochement entre les membres de la communauté. Ces activités sont les médiations, les activités culturelles, les cadres d'échange, les théâtres participatifs, caravanes de sensibilisation, les réunions communautaires, la parenté à plaisanterie. Selon les enquêtés, ces activités représentent des cadres qui réunissent toute la population sans distinction de statut, dans certains cas, des réunions auxquelles les leaders communautaires participent en présence des acteurs humanitaires et représentants gouvernementaux de la commune. Les enquêtés ont affirmé que dans toute activité organisée, le thème de la cohésion est abordé. Selon les répondants, les membres des communautés apprécient ces initiatives et ils aimeraient avoir plus d'assistance pour couvrir tous les besoins des communautés afin d'éviter le mécontentement de la population. Les prêches religieux aussi sont des cadres idéaux pour lancer un appel aux jeunes afin qu'ils s'éloignent de la délinquance et des tentations de rejoindre les groupes armés.

4. Recommandations

Suite à l'analyse des dynamiques de conflits, ce Conflict Scan fait des recommandations issues des différents répondants en vue de prévenir les conflits et tensions au sein des différentes localités.
Ces recommandations sont adressées au consortium ainsi qu'à l'Etat et ses partenaires. Ces recommandations sont stratégiques et devront faire l'objet d'une consultation entre membres du Consortium afin de les affiner en fonction des axes d'intervention du projet.

Pour le projet

- Utiliser les canaux de communication disponible au niveau locale pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale
- Impliquer toutes les couches sociales sans discrimination dans la mise en œuvre des activités
- Tenir compte des valeurs socioculturelles de chaque localité dans la mise en oeuvre des activités
- Organiser des cadres de concertation entre les autorités et les populations pour promouvoir la protection de l'enfance.

Pour les autorités administratives et locales

- Organiser des cadres d'échange, des campagnes de sensibilisation sur la paix et la cohésion sociale au profit de la population pour la restauration d'un environnement propice à l'épanouissement des enfants.

- Mettre l’accent sur la protection des enfants
- Éviter les discriminations entre communautés hôtes et déplacées dans toute intervention publique
- Redynamiser les structures locales de gestion des conflits
- Former les FDS et les VDP en matière de protection des enfants
- Mettre en place et/ou redynamiser les CCFV
- Renforcer les capacités des tribunaux départementaux